

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 474 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
8 €, 15 FS, £ 5

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 474
Nov. - Déc. 2004
41^e année

DANS CE NUMERO

- Sur le fil du temps. Laïcité et marxisme («Battaglia Comunista» n° 36, 21 sept. 1949)
- Le mur israélien, une affaire en or pour les bourgeois palestiniens!
- Les Fondements du communisme révolutionnaire
- Répression contre des prolétaires à Naples

Les accords syndicats patronat ne pourront empêcher la lutte ouvrière!

ACCORD ANTI-GRÈVE À LA SNCF

Le 28 octobre dernier un accord a été conclu à la SNCF pour «l'amélioration du dialogue social et la prévention des conflits». Cet accord augmente essentiellement le temps nécessaire pour l'organisation de grèves. Il existait déjà dans cette entreprise un préavis de 5 jours nécessaire avant tout grève. Il faudra maintenant passer par une période de «concertation» de 3 à 10 jours avec la direction avant tout dépôt de préavis. Mais bien plus que ce nouveau délai qui sert évidemment à la direction à se préparer du mieux possible pour atténuer les effets d'une grève, donc pour en limiter au maximum la puissance, c'est l'esprit de concertation et de bonne volonté syndicale qu'il traduit, qui est important et qui a été salué par les bourgeois et leurs larbins.

Pour la première fois un accord de ce type, restreignant de fait le recours à la grève, a été signé, outre la CFDT et les autonomes, par la CGT, le syndicat le plus important de la SNCF. Dans une interview, Thibault, le secrétaire général de la CGT, mettait les points sur les i :

«L'accord sur la prévention des conflits change la culture de l'entreprise: Auparavant il fallait en passer par la grève avant que des discussions sur des revendications puissent s'engager» (1). Et il ajoutait: «Notre souhait est de parvenir à des accords similaires dans d'autres entreprises de transport en région», en affirmant que son syndicat était prêt à signer un texte allant dans ce sens de l'Union de Transports Publics. Le ministre des Transports de Robien a félicité la CGT de son esprit d'ouverture et Raffarin a indiqué cet accord comme l'exemple à suivre.

Ces diverses déclarations, notons-le au passage, permettent de juger à sa juste valeur la décision du syndicat SUD, devenu depuis le début de l'année le deuxième syndicat à la SNCF, de refuser, après avoir hésité quelque peu, de signer l'accord. Dans le communiqué où il annonce son refus, SUD commence en effet par affirmer que cet accord sur la prévention des conflits «n'est pas un accord anti-grève» mais qu'il ne le signe pas parce qu'il ne donne pas de garantie qu'une loi restreignant le droit de

(Suite en page 4)

Impérialisme français hors de Côte d'Ivoire !

Il y a un peu plus de deux ans le gouvernement français envoyait quelques centaines de soldats en Côte d'Ivoire sous le prétexte de protéger les civils étrangers; depuis lors leur nombre a augmenté jusqu'à 4500, auxquels il faut ajouter quelques milliers du contingent onusien sous commandement sénégalais. L'endossement par l'ONU

de l'intervention militaire française et l'envoi de ce contingent avait comme but de légitimer l'action de Paris, et en outre d'apporter un renfort militaire appréciable aux soldats de l'opération «Licorne». Le but affiché était de maintenir la paix dans le pays, en s'interposant entre les rebelles et les forces gouvernementales.

En réalité le gouvernement français n'a jamais cherché à protéger autre chose que les intérêts des capitalistes français dans cette ancienne colonie. Peuplée seulement de 16 millions d'habitants dont la majorité vit dans la misère, la Côte d'Ivoire possède en effet des richesses importantes qui engraisent les bourgeois locaux et étrangers: grâce au travail sous-payé de travailleurs dont beaucoup viennent d'autres pays (et y compris des enfants), elle est le premier producteur mondial de cacao, le troisième de café et elle produit d'autres produits agricoles pour le marché mondial. La plus grande partie de ces productions est entre les mains de grandes entreprises internationales, notamment françaises. Par ailleurs, le poids économique de la Côte d'Ivoire dans

la région est tel, que sa déstabilisation aurait des conséquences catastrophiques sur les autres pays, souvent plus pauvres et plus fragiles, quand ils ne sont pas déchirés par la guerre civile, comme récemment encore le Liberia. Enfin, une perte du contrôle de cette ancienne colonie par la France ne manquerait pas d'avoir des retentissements fâcheux pour sa domination sur son «pré carré» traditionnel, les pays de la zone Franc...

RECOLONISATION ECONOMIQUE

La part de l'impérialisme français a sans aucun doute diminué dans l'économie ivoirienne depuis l'époque coloniale. Une bourgeoisie locale s'est développée et s'est enrichie dans l'exploitation et la commercialisation des différentes productions agricoles, à

l'image de l'ancien autocrate Houphouët Boigny, la plus grande fortune ivoirienne: en 1975 les 10% les plus riches de la population ivoirienne possédaient 37% de la richesse nationale; dix ans plus tard ils en possédaient 43%. Selon certaines sources, le pouvoir d'achat des salariés aurait baissé de 4% par an au cours de la décennie 70, décrite, ce n'est pas par hasard, par les bourgeois français comme l'âge d'or de la Côte d'Ivoire (1).

A côté de ce développement d'une classe bourgeoise locale (dont une grande partie des revenus allait se placer, suivant là aussi l'exemple d'Houphouët, dans les banques françaises et européennes), les impérialis-

(Suite en page 2)

IL Y A 50 ANS COMMENÇAIT LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Lors de la Toussaint 1954 éclataient les premières étincelles de la guerre d'indépendance nationale qui allait mettre fin à plus d'un siècle d'esclavage colonial et de répression bestiale, ouvrant la voie à la naissance d'une nation moderne en Algérie et donc à la moderne lutte entre les classes.

Peu de révolutions anticoloniales ont été attendues par le

bles. Peu de révolutions anticoloniales auront vu les masses populaires, au premier rang desquelles un jeune prolétariat bouillonnant de courage et de décision, faire leurs premiers pas sur la scène de l'histoire avec autant de ténacité, d'héroïsme et d'instinct révolutionnaire: quand la deuxième guerre mondiale affaiblit cet impérialisme français, cynique et brutal, stupidement bouffi d'une «culture» immonde dont les racines plongent dans l'exploitation et l'oppression séculaire du prolétariat métropolitain et des peuples coloniaux, les masses algériennes se lancèrent dans les émeutes et les soulèvements de Sétif et de Constantine, que la démocratie, à peine victorieuse du fascisme, réprima par les plus épouvantables massacres. A la défaite militaire imposée à l'Etat français par les combattants indochinois à Dien Bien Phu, elles répondirent par la révolte dans les Aurès, et l'embrasement révolutionnaire de toute l'Algérie. Il a fallu ensuite huit ans de guerre et plus d'un million de morts pour que l'ennemi haï, hier encore tout puissant, soit enfin battu.

Aujourd'hui, les dernières flammèches de la révolution se sont éteintes sous le vent glacial du régime bourgeois; et si elle a fait lâcher prise au colonialisme français rapace, la révolution ne paraît pas avoir pu déraciner tous les vieux rapports précapitalistes qui continuent à freiner le développement des rapports capitalistes, en infligeant aux masses populaires des tourments insupporta-

bles. Le représentant de l'impérialisme français peut aller faire une tournée triomphale en Algérie, alors que les jeunes chômeurs fils des combattants indépendantistes lui réclament à grands cris des visas pour venir chercher du travail en France. Les bourgeois s'attendrissent devant ce spectacle comme si l'histoire venait prouver l'inutilité de l'insurrection et de la violence, et condamner à l'utopie les exigences sociales des masses insurgées. Les larbins comme le PCF, qui après avoir combattu la lutte d'indépendance, ont encensé le régime des militaires algériens osent se dire «fiers de leur action»; et de savants professeurs pacifistes travestis en «révolutionnaires radicaux», qui regardaient hier d'un air hautain la révolte des va-nu-pieds des colonies, parce qu'elle était (horreur suprême!) bourgeoise, se joignent à tous les cyniques et nostalgiques des colonies pour lancer: «nous vous l'avions bien dit!».

* * *

Dans la perspective du marxisme révolutionnaire, la lutte des masses opprimées des colonies contre toute forme d'exploitation et celle du prolétariat des métropoles impérialistes, auraient dû être les deux maillons inséparables d'une chaîne forgée dans «une lutte commune, à la vie, à la mort», contre les grands Etats impérialistes.

A l'Internationale Communiste qui, à

Bakou en 1920, appela les peuples d'Orient à la «guerre sainte» contre l'Occident impérialiste, les prolétaires algériens, et d'abord ceux de l'émigration européenne, tout comme les fellahs du bled, répondirent avec enthousiasme en se donnant en 1926 une organisation national-révolutionnaire comme l'Etoile Nord-Africaine, qui revendiqua fièrement l'indépendance au moyen de la lutte armée, ainsi qu'une réforme agraire radicale, et chercha d'instinct l'appui que le mouvement communiste de la métropole doit donner inconditionnellement à la lutte anticoloniale.

Mais cet appui ne vint pas. Non que les masses prolétariennes n'aient pas inconsciemment tenté de répondre aux appels des frères insurgés; mais le parti «communiste» désormais stalinisé et passé de façon irréversible dans le camp de la défense de la démocratie contre le fascisme et de la défense de la patrie - et donc de l'Etat bourgeois et impérialiste - s'acharna à empêcher que ne se soudent les deux maillons de la chaîne; il mit tout en œuvre pour éviter l'élargissement de la brèche ouverte par les rebelles dans l'édifice de l'impérialisme français, et pour saboter et réprimer la révolution nationale algérienne comme il avait saboté la préparation de la révolution communiste dans la métropole.

Longue serait la liste de ses infamies,

(Suite en page 3)

Impérialisme français hors de Côte d'Ivoire !

(Suite de la page 1)

mes concurrents ont accru fortement leur présence: en dépit d'une résistance furieuse des sociétés françaises appuyées par Paris (2), de grandes multinationales américaines, brésiliennes ou européennes ont fini par réussir à s'implanter au cours des dernières décennies dans la commercialisation ou la production du cacao, du café, etc. Le déclin de la domination française au cours de cette période qui a vu le pays devoir faire appel aux institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) pour trouver un secours financier que l'ancienne métropole ne pouvait plus assurer, s'est traduit concrètement par la diminution du nombre de français vivant en Côte d'Ivoire: de 50.000 environ il y a 25 ans à 15.000 aujourd'hui.

Cependant, les privatisations qui ont été imposées par le FMI et les organisations financières internationales pour redresser les finances ivoiriennes ont largement profité aux capitalistes français: leur part s'est à nouveau accrue depuis une dizaine d'années dans l'économie de ce pays malgré la concurrence persistante des grandes sociétés capitalistes étrangères; c'est ainsi qu'on a pu parler d'une véritable **recolonisation économique** qui récemment a permis à Bouygues de s'emparer du monopole de distribution de l'eau et de l'électricité, au groupe Bolloré de reprendre les chemins de fer et l'essentiel des activités portuaires, d'asseoir des positions dominantes ou importantes dans le café, le tabac, le caoutchouc, l'ananas, à France Télécom de s'emparer des télécoms ivoiriens, à Total de se tailler un empire dans le raffinage, etc, tandis que le secteur bancaire est très largement dominé par les banques françaises.

Avec les filiales de ces grands groupes, plusieurs centaines de petites entreprises françaises forment toujours la trame de la (petite) industrie et de l'économie formelle du pays; elles génèrent d'ailleurs la moitié des recettes fiscales de l'Etat et emploient près du tiers des salariés ivoiriens. De façon générale, les capitalistes français restent de loin les premiers investisseurs en Côte d'Ivoire (27% du capital du pays est entre leurs mains, devant le capital d'Etat, le capital privé ivoirien et les autres impérialismes) (2) et la France est le premier partenaire commercial de celle-ci.

En outre, le système monétaire lié au franc français a longtemps permis à l'ancienne métropole d'enranger à son seul profit de précieuses devises dans les caisses de la Banque de France, à la belle époque où le commerce extérieur ivoirien était largement bénéficiaire. Lors des premières années de gouvernement de gauche au début des années 80, la zone Franc a pu ainsi apporter une précieuse bouffée d'oxygène à une économie française en marasme qui enregistrait des déficits partout ailleurs.

Tout a changé quand la Côte d'Ivoire et les autres anciennes colonies exportatrices françaises exportatrices de matières premières sont devenues à leur tour déficitaires; il était intolérable pour le capitalisme français de financer à perte, par l'intermédiaire du mécanisme de la zone Franc, ces pays: dans les rapports entre bourgeois, et a fortiori entre pays dominants et dominés, la reconnaissance ou la charité n'existent pas!

Ne voulant pas desserrer les cordons de sa bourse, Paris s'est donc tourné vers le FMI et la BM pour qu'ils prêtent de l'argent à ces pays, en échange de mesures d'austérité et de libéralisation économique (même si ce dernier type de mesures ouvrait la porte aux impérialistes concurrents), puis a imposé une dévaluation drastique du Franc CFA (la monnaie de la zone).

En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny (qui aimait répéter cette devise: «entre le désordre et l'injustice, je choisirai toujours l'injustice»), répliqua avec l'appui des for-

ces militaires françaises, par la répression à la vague d'agitation, d'émeutes et de grèves déclenchées au début de 1990 par sa politique de baisse autoritaire des salaires et de hausse des prix à la consommation, tandis que le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo appelait la population à garder son calme et à ne pas manifester. Sur les conseils de l'impérialisme français (bien que le grand démocrate Chirac ait à l'époque déclaré que la Côte d'Ivoire n'était pas mûre pour le multipartisme) qui craignait que la situation débouche sur «l'anarchie et la chasse aux étrangers» (3), Houphouët se résolut à un tournant démocratique: fin du parti unique et organisation d'élections, qu'il remporta contre Gbagbo.

La «démocratie» réussit pour un temps à ramener le calme, mais les difficultés économiques croissantes ont continué toujours plus à attiser les affrontements entre clans bourgeois, s'appuyant comme toujours, clientéliste oblige, sur des ethnies particulières dans des pays à l'unité nationale précaire. Bédié, le successeur de Houphouët lança le concept d'«ivoirité» pour faire des immigrés burkinabés, voire des populations du nord, les bouc-émissaires de la crise sociale - et aussi pour écarter le clan rival «nordiste» de A. D. Ouattara.

Les rivalités ethniques sont ainsi devenues un élément de plus en plus important dans la politique bourgeoise ivoirienne. Le «socialiste» Gbagbo dont la base politique est étroite, et qui a été élu président lors d'une élection organisée par le général putschiste Gueï et boycottée en conséquence par près de 70% des électeurs, s'est fait le champion de cette pratique, au point que de véritables pogroms ont été déclenchés par ses partisans en réplique à une tentative de coup d'Etat «nordiste». Comme près du quart de la population vivant dans le pays est étrangère et que bon nombre du reste sont soupçonnés de ne pas être véritablement ivoiriens, on voit les ravages que causent cette pratique: les victimes de cette politique ethniste sont avant tout les masses déshéritées et les prolétaires, dressés les uns contre les autres pour la plus grande satisfaction des bourgeois et des impérialistes.

Si depuis l'indépendance «les entreprises françaises ont gagné de l'argent en Côte d'Ivoire» (comme l'écrit dans un bel euphémisme le quotidien «Les Echos» du 9/11/4!) ainsi que les bourgeois locaux qui ont amassé des fortunes colossales, la situation des prolétaires et des masses est toujours restée misérable.

Ce sont eux qui ont souffert le plus de la dégradation économique du pays depuis une dizaine d'années. Selon les statistiques officielles, la proportion de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire n'ayant pas les moyens de satisfaire à ses besoins de base, était passée de 11% en 1985 à 37% en 1995 (derniers chiffres connus): aujourd'hui ce pourcentage ne peut qu'être plus grand encore, étant donné que la crise économique a fait des ravages et que le chômage s'est généralisé.

Les émeutes de mi-novembre au cours desquelles ont été pillés les biens des riches expatriés français (mais pas seulement des blancs) s'expliquent par cette misère et par la rancœur de la population envers la vie privilégiée que mènent ces derniers.

Après la mort dans un bombardement de 9 soldats, les troupes françaises ont détruit les avions militaires ivoiriens et se sont emparés de l'aéroport d'Abidjan où elles sont arrivées à l'issue de combats avec les soldats ivoiriens. Puis elles ont réprimé les manifestations de protestation en tirant dans la foule en faisant de nombreuses morts et blessés, ce qui a déclenché les émeutes anti-françaises et les pillages dans la ville.

Le gouvernement Chirac, appuyé par tous les partis politiques français, a condamné bruyamment ces émeutes en prétendant

que ses troupes n'avaient d'autre but que d'empêcher les violences en Côte d'Ivoire. Pourtant il n'a pas eu un mot pour les dizaines de morts ivoiriens et les centaines de blessés causés par ses soldats - que, merveille de la démocratie, tous les médias français unis comme un seul homme ont pris grand soin de cacher.

Il n'avait pas non plus réagi lorsque l'aviation gouvernementale a commencé à bombarder les zones tenues par la rébellion, faisant des victimes civiles, ou lorsque qu'en préparation à cette offensive, les autorités ont réinstallé de force des hommes du FPI à la tête de la télévision, empêché d'émettre les radios internationales (RFI, BBC, Africa n°1), fait saccager les journaux d'opposition et privé le nord du pays d'eau et d'électricité.

Il n'avait pas non plus réagi lorsqu'au début de cette année la police et les nervis de Gbagbo avaient violemment réprimé une manifestation de l'opposition, faisant des centaines de morts, ni lorsqu'ils ont assassiné cet été un dirigeant étudiant: c'est la démonstration que ce sont les intérêts impérialistes et eux seuls qui l'intéressent: bien loin de protéger les populations, les soldats français ont laissé faire toutes les exactions contre les civils, dans l'un et l'autre camp!

RETRAIT SANS CONDITION DES TROUPES FRANÇAISES !

C'est, consciemment ou non, faire véritablement acte de complicité avec l'impérialisme, que de prétendre que ces troupes auraient malgré tout une fonction pacifique et de faire dépendre leur retrait de la venue d'autres troupes, «neutres» et «impartiales»! Comme si l'intervention impérialiste, sous couleur de l'ONU ou de l'OUA, pouvait être bénéfique aux populations et impartiale vis-à-vis de l'impérialisme. La LCR demande ainsi le retrait des troupes françaises, mais ajoute que «Il faut d'urgence une solution africaine pour empêcher la dérive du gouvernement Gbagbo dans sa logique de guerre et d'épuration ethnique. Malgré toutes les méfiances que nous devons avoir sur la volonté des gouvernements africains, l'urgence impose une interposition militaire en Côte d'Ivoire à la place de l'armée française» («Rouge» n°2088, 25/11/4). Ces méfiances ne sont donc pas très grandes puisque ces trotskystes confient aux gouvernements bourgeois africains, clients des divers impérialismes, le soin de protéger les populations! On pourrait leur faire remarquer que les soldats de l'ONU déjà présents en Côte d'Ivoire **en soutien aux forces françaises** sont africains; de toute façon, l'action d'armées bourgeoises ne peut qu'être dirigée contre les prolétaires et les exploités, les forces militaires africaines ne faisant pas exception à la règle, comme le démontre toute l'histoire récente.

Ce genre de positions se retrouve aussi chez les libertaires de la CNT qui dans un tract daté du 19 novembre, redoutaient un départ précipité de la France:

«CELUI QUI JOUE AVEC LE FEU DOIT GÉRER LES INCENDIES.

(...) Un départ de la France sans alternative et surtout sans remplacement par une force d'interposition autre, serait la porte ouverte à des meurtres aux allures génocidaires dans toutes les zones sous contrôle des milices pro-gouvernementales [Comme si la présence de la France avait empêché les tueries des forces gouvernementales!]. (...) Il faut que la France parte (...) Mais il faut pour cela que ses troupes soient remplacées par des forces moins partiales et moins mouillées dans le conflit». Donc, en attendant, il faut que la France... reste!

Comme troupes, le tract évoque «l'ONU, mais sans prérogatives politiques» - éternel rêve démocratique petit-bourgeois de la **caverne de brigands impérialistes** transformée en institution de paix; et comme perspective politique les accords de Marcoussis et d'Accra, un gouvernement d'union nationale présidé par le premier ministre actuel S. Diarra: précisément le dispositif imaginé par l'impérialisme français!

La position de ces libertaires rejoint la

canaille de la porte-parole autorisé de l'impérialisme français qu'est «Le Monde» vantant sans honte la protection assurée par la France aux pays qu'elle domine: «Jusqu'à la chute du mur de Berlin, Paris avait été un bon "gendarme de l'Afrique", seulement (sic!) 40.000 victimes de guerre - dont la moitié au Tchad - ayant été comptabilisées dans ses ex-colonies par l'ancienne Mission militaire de coopération, un chiffre sans commune mesure avec les bilans dans le reste de l'Afrique, hors "garantie" française» (4)!

Il est vrai que «Le Monde» reconnaît que par la suite «la France s'est révélée bien moins efficace comme gardien de la paix», en particulier au Rwanda...

Lorsqu'éclata le coup d'Etat en 2002, les troupes françaises sauvèrent le régime de Gbagbo en même temps que les intérêts des grandes entreprises tricolores en arrêtant la progression des mutins. Gbagbo n'était certes pas le favori de l'impérialisme français; les vellétés de son clan à desserrer un peu l'emprise économique française en jouant parfois la carte de la concurrence interimpérialiste a suscité la colère à Paris, qui a voulu le réduire à l'impuissance avec les accords de Marcoussis qui donnaient une part importante aux rebelles dans le gouvernement dit de réconciliation nationale. Mais il serait faux de le décrire comme opposé aux intérêts français. La concession des activités portuaires à Bolloré et la vente par celui-ci de sa filiale de négoce cacao à des proches de Gbagbo sur le dos des paysans ivoiriens (5) en témoignent. L'amélioration du climat entre Paris et Abidjan semblait se confirmer au cours des derniers mois sans être le moins du monde troublé par l'assassinat de journalistes français ni, encore moins, par les massacres du début de l'année. La reprise annon-

« Il Comunista » n°92 (Bimestrale) Octobre 2004 Nell'interno

- Europa, lupanare borghese bagno penale per i proletari
- Le multe agli autoferrotranvieri milanesi ribadiscono l'asservimento dei lavoratori salariati all'azienda e ai suoi profitti
- Portuali in lotta in Israele: finalmente un episodio di vitalità proletaria israeliana sul terreno immediato di classe
- Acera, smaltimento rifiuti e lotta proletaria
- Sulla questione elettorale e sul parlamentarismo: I comunisti rivoluzionari non si astengono dalla politica, ma dai mezzi che possono nuocere alla preparazione rivoluzionaria sia del proletariato che del partito di classe
- Quadrante sulle elezioni
- La voracità dei partiti parlamentari è senza confini
- Le molteplici origini e divisioni della classe operaia in Israele e nei Territori Occupati, rafforza l'esigenza dell'unità e della lotta di classe
- Israele: il fattore demografico, dato oggettivo dei rapporti di forza interborghesi
- Intimidazioni poliziesche nei confronti dei tentativi di organizzazione proletaria indipendente
- Pesante attacco repressivo contro i dirigenti e i lavoratori in lotta - Per il sindacato di classe di Napoli (SSL)
- Pieno sostegno al sindacato dei lavoratori in lotta
- TV, strumento di propaganda della violenza che la società borghese sprizza da tutti i pori
- Montedison ed Enichem: assassinio sistematico al Cvm.
- Il terrorismo imperialista, in Iraq come in Cecenia, alimenta il terrorismo nazionalista in una spirale di attentati, sequestri, stragi, ritorsioni militari ed orrori di ogni genere. E I PROLETARI PAGANO IL PREZZO PIU' ALTO!
- Recensione. Luglio 1943: gli eccidi americani in Sicilia

Impérialisme français ...

cée de l'offensive militaire contre les rebelles du nord avait même, semble-t-il, obtenu le feu vert du gouvernement français à condition que l'affaire soit réglée rapidement (6). Les troupes françaises avaient en tout cas laissé faire les bombardements, ce qui avait provoqué dans le nord des manifestations de protestation, réprimée par les soldats français, jusqu'à ce qu'une position française soit prise pour cible par l'aviation ivoirienne.

Que cette attaque ait été une bavure ou non, elle a été en tout cas immédiatement suivie d'une démonstration de force brutale des troupes françaises à Yamoussoukro (la capitale administrative, d'où partaient les avions) (7) et à Abidjan. Les partisans de Gbagbo y ont vu une tentative de renverser ce dernier, et il est difficile de leur reprocher de douter de la pureté des intentions françaises! Quoi qu'il en soit, cette opération militaire sanglante avait pour but de faire pression sur le régime. Pour amener le pouvoir ivoirien à être plus docile, le gouvernement français a employé les grands moyens, militaires et diplomatiques: vote de sanctions à l'ONU après l'arrêt dès le dix novembre des prêts de la Banque Mondiale. Il a reçu le soutien appuyé des divers impérialismes, y compris des Etats-Unis qui ont déclaré que l'action militaire française était justifiée et appelé Gbagbo à maintenir l'ordre: il paraît que des usines américaines avaient été contraintes de fermer à cause des troubles. La concurrence entre impérialismes ne doit pas faire oublier qu'ils ont tous besoin du maintien de l'ordre et donc de l'action d'un **gendarme** incontesté (8).

Devant un rapport de forces aussi écrasant, Gbagbo qui n'avait eu d'autres ressources que de mobiliser démagogiquement, à l'aide de ses milices «patriotiques» (qui avaient copié le vieux slogan chauvin anti-allemand du PCF: «A chacun son Français!»), les masses d'Abidjan, était finalement contraint de demander aux Français qui avaient quitté le pays de revenir! Après

avoir déclaré que la Côte d'Ivoire allait devenir pire que le Viet Nam pour les Français, le président du parlement M. Koulibaly (qui s'affirme proche de Madelin!) donnait son accord à l'organisation de patrouilles militaires mixtes franco-ivoiriennes pour maintenir l'ordre à Abidjan...

Le gouvernement d'union nationale s'est réuni à nouveau comme si rien ne s'était passé, mais rien n'est réglé en réalité: les antagonismes entre fractions bourgeoises d'autant plus avides d'avoir leur part du gâteau que celui-ci s'est réduit, restent toujours aussi vives. L'exaspération des masses ne peut que croître étant donné que les derniers troubles vont accroître encore la crise économique (même si, se félicitent les économistes, le cacao continue à être exporté!), et les politiciens n'auront de cesse de la détourner dans des affrontements interethniques.

LA PERSPECTIVE PROLÉTARIENNE

Les prolétaires de Côte d'Ivoire, qui ont une tradition indéniable de luttes et qui se sont déjà affrontés à plusieurs régimes, n'ont rien à gagner à se laisser entraîner dans cette **querelle de brigands**: bourgeois locaux, du nord ou du sud, et bourgeois français sont également leurs **ennemis** et doivent être tous combattus. Ils doivent refuser de se laisser diviser par ethnies ou par nationalités et se défendre ensemble contre les bourgeois et les impérialistes. Il faut avoir toute la stupidité malfaisante de démocrates petits-bourgeois à la LCR pour présenter comme perspective une «*solution politique ivoirienne*» basée sur une élection sous la protection des armées d'une «*Assemblée qui prendra les choses en main*» (!).

La solution prolétarienne ne peut pas résider dans une quelconque variante de l'*ivoirité*, mais seulement dans l'**union des prolétaires de toutes les nationalités et de toutes les ethnies**. L'objectif prolétarien ne peut être une mensongère démocratie réunissant fraternellement exploités et exploités au nom des intérêts supérieurs de la

nation, mais la lutte déclarée entre les classes, la lutte anticapitaliste dont le but suprême est l'instauration du pouvoir international des prolétaires sur les ruines des Etats bourgeois. Objectif qui ne pourra être atteint que par une rupture complète des prolétaires, en Côte d'Ivoire comme ailleurs, avec toutes les orientations bourgeoises, démocratiques ou nationalistes, ethniques ou raciales et par leur organisation autour du programme communiste, c'est-à-dire par la reconstitution du parti de classe international par les prolétaires de tous les pays.

Dans cette optique de classe, et non pour de vagues raisons humanitaires, le devoir des prolétaires français vis-à-vis des prolétaires et des masses pauvres de Côte d'Ivoire est de lutter contre les exactions de «leur» impérialisme et de «leur» Etat, de s'opposer sans hésiter à toutes les interventions militaires. C'est aussi une nécessité pour l'union ici avec les prolétaires immigrés, indispensable à la renaissance de la lutte de classe véritable, de la lutte prolétarienne ouverte contre le capitalisme.

A bas tous les appels hypocrites à l'union nationale avec la bourgeoisie au nom des «victimes» des «voyous» ivoiriens descendus dans la rue: les seuls véritables voyous, ce sont les bourgeois!

TROUPES FRANÇAISES, HORS DE CÔTE D'IVOIRE! A BAS L'IMPÉRIALISME! A BAS LE CAPITALISME! VIVE L'UNION DES PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS!

(1) On peut se rappeler la bataille économique livrée dans les années 80 pour empêcher une société américaine d'acheter quasiment toute la production de cacao ivoirien. La firme française «Sucres et Denrées», réussit in extremis fin 1988 à recevoir de l'Élysée, en dehors de toute pratique comptable régulière, via la cellule élyséenne dirigée par le fils Mitterrand aujourd'hui traîné devant les tribunaux pour escroquerie, près d'un demi milliard de francs pour bloquer,

avec des pots de vin divers, cette vente. cf «Le Prolétaire» n° 406. «Le Monde» du 10/11/4 rappelle aussi cet épisode.

(2) Selon les chiffres officiels du Ministère des Affaires étrangères. Dans les années 70, la part du capital français atteignait les 40% contre 27% au capital d'Etat (l'appareil d'Etat étant largement entre des mains françaises), 22% aux capitalistes d'autres pays et seulement 11% aux capitalistes privés ivoiriens.

(3) cf «Le Prolétaire» n° 406.

(4) cf «Le Monde», 10/11/4

(5) cf «Jeune Afrique L'Intelligent» n°2285 et 2288. Pour protester contre le «système mafieux» qui s'est mis en place avec la bénédiction du pouvoir afin d'empêcher les juteux bénéfices de la filière alors que le prix de vente de leur production reste très bas, des paysans ont organisé manifestations et barrages à la mi-octobre. Plus de 600.000 paysans travaillent dans ce secteur.

(6) cf «Le Monde» 7-8/11/4 qui explique les militaires français étaient au courant des préparatifs militaires de l'armée ivoirienne et qu'ils ont laissé se dérouler les bombardements pendant 2 jours alors qu'ils avaient les moyens et le mandat pour les empêcher.

(7) Il est difficile de ne pas s'interroger sur la rapidité extrême de la réaction militaire française au bombardement de son cantonnement (moins d'une heure): manifestement on était non seulement **prêt** mais **pressé** d'en découder.

(8) Le fait que dans le cas ivoirien la France joue le rôle de gendarme pour tous les impérialismes qui ont des intérêts sur place ne signifie pas la fin de la concurrence interimpérialiste ni des crocs-en-jambe. Plusieurs journaux ont rapporté que la France avait protesté auprès du gouvernement israélien à propos de l'action de conseillers militaires israéliens parmi les troupes de Gbagbo, voire parmi les manifestants anti-français (cette dernière accusation a toute la saveur des inventions des services secrets tricolores)! Il y a toutes chances que ces conseillers militaires agissaient avec l'assentiment des Américains.

IL Y A 50 ANS COMMENÇAIT LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

(Suite de la page 1)

depuis l'appui de fait à l'interdiction de l'Etoile Nord Africaine par le Front Populaire jusqu'aux persécutions contre le PPA; depuis la dénonciation de la revendication de l'indépendance sous prétexte de la «nécessaire lutte contre l'hitlérisme» jusqu'à l'appel ouvert à la répression des révoltes populaires de 1945 (que le PC a assumée par sa participation au gouvernement); depuis la dénonciation de l'insurrection de 1954 jusqu'au soutien au gouvernement de Front Républicain du socialiste Guy Mollet dont la tâche fut d'intensifier la guerre coloniale.

Malgré l'appui des faux partis ouvriers à l'impérialisme, malgré les circonstances internationales terriblement défavorables, et dans les heures les plus sombres du mouvement communiste, les masses algériennes surent opposer à la violence et à la terreur de l'impérialisme leur violence et leur terreur, montrant une fois de plus que seule la force peut trancher les nœuds gordiens de l'histoire et que les opprimés ont en eux la force de vaincre les oppressions les plus solides.

* * *

Mais la révolution est finalement restée en-deçà de ses possibilités, et en cela le collaborationnisme porte une responsabilité écrasante. Si le mouvement communiste doit - dans une totale indépendance politique et organisationnelle - appuyer la révolution nationale, mieux, s'il doit pousser en avant toutes les forces qui peuvent converger au renversement violent de l'ancien ordre politique et social, c'est parce que telle est l'unique voie pour hâter l'éclosion des antagonismes qui portent à la révolution prolétarienne, et pour combattre les oscillations des

directions politiques même les plus radicales, qui en retardent l'apparition; telle est l'unique voie pour poursuivre simultanément la constitution du prolétariat en classe aspirant à la conquête du pouvoir, non seulement pour aller vers la réalisation internationale du programme communiste intégral, mais aussi pour en assurer une condition préalable dans les colonies en anéantissant les restes d'un passé qui a poussé les masses plébéiennes à la lutte armée et à l'insurrection.

La trahison du stalinisme aura torpillé ce processus, favorisant ainsi les partis les plus modérés et les manœuvres de l'impérialisme pour les renforcer; c'est pourquoi, dans le combat qui s'est mené en Algérie pour prendre la tête de la révolution, les vainqueurs auront été en fin de compte, malgré la résistance plébéienne, les directions qui allaient frustrer le prolétariat et les larges masses laborieuses des droits les plus élémentaires pour lesquels ils avaient combattu.

Seuls des maniaques de la «pureté prolétarienne» en théorie, mais véritables **chauvins** en pratique, pouvaient mettre la révolution algérienne devant cette alternative anti-historique: être socialiste ou ne pas être. Les perspectives immédiates de l'Algérie de 1954 étaient nécessairement bourgeoises, mais il en était de même de l'Europe de 1848 ou de la Russie de 1917, et les marxistes n'ont pas dédaigné ces révolutions! Bien au contraire, ils ont toujours lutté pour elles; ils ont lutté pour les pousser à leur maximum afin qu'elles déblayent toutes les scories du passé qui sinon entravent inévitablement la lutte des classes moderne; ils ont lutté pour, si cela était historiquement possible, en prendre la tête afin d'étendre l'incendie révolutionnaire aux pays capitalistes développés, mûrs, eux, pour la révolution socialiste. Et la

condition de cette lutte était l'**organisation de classe des prolétaires**, distincte et indépendante des organisations et des fronts bourgeois.

La victoire de la contre-révolution internationale dans l'entre-deux guerres a empêché la réalisation de cette grandiose perspective de **révolution en permanence** comme disait Marx, et laissé tragiquement seuls les prolétaires et les masses opprimées en lutte dans les pays coloniaux, les condamnant à suivre les organisations bourgeoises qui s'étaient placées à la tête de ces luttes

Ce n'est pas par souci «moral» que le marxisme révolutionnaire salue la guerre algérienne, avec laquelle il aura été, en tant que parti, tragiquement impuissant à réaliser la nécessaire soudure, mais parce que la portée historique et politique de l'irruption des masses colonisées sur le terrain de la lutte et de l'insurrection alors que le prolétariat des pays capitalistes était paralysé, a été et reste immense, et que la compréhension de ce fait et le bilan historique des erreurs passées sont des conditions irremplaçables de la reprise victorieuse de la lutte prolétarienne.

En brisant le pacte colonial et en ouvrant l'Algérie au marché mondial, la révolution a permis le début d'un développement industriel qui a renforcé l'urgence d'une solution radicale au problème agraire et a accumulé de nouveaux antagonismes révolutionnaires qui mûrissent à l'intérieur de la nation. De plus, en portant des coups à l'ordre impérialiste mondial, elle a, avec les autres révolutions anticoloniales du deuxième après-guerre, introduit de nouveaux facteurs de déséquilibre dans les rapports mondiaux, et secoué l'immobilisme séculaire de la société française, sapant ainsi sûrement les bases qui avaient permis à son Etat de traverser

sans trop de dommages la dernière grande vague révolutionnaire internationale et en avaient fait un des maillons les plus solides de l'ordre capitaliste mondial.

Le devoir du parti révolutionnaire est de faire tous ses efforts pour que le prolétariat français et européen puisse, lorsque les conditions objectives de la crise capitaliste le pousseront enfin à la lutte (à laquelle l'avaient appelé malheureusement en vain les prolétaires et les masses laborieuses colonisées il y a cinquante ans), surmonter le fossé de méfiance et de suspicion que l'attitude honteuse de ses organisations vendues à l'impérialisme ont inévitablement fait naître envers lui.

La lutte contre le **social-chauvinisme** sous toutes ses formes, du racisme ouvert à l'eurocentrisme, la lutte contre «l'esprit de supériorité de grande nation» comme disait Lénine, la lutte contre toutes les discriminations dont souffrent ici les prolétaires immigrés et la dénonciation systématique de toutes les interventions impérialistes est une **condition impérative** pour la reconstitution du mouvement révolutionnaire international du prolétariat et la victoire sur le capitalisme mondial.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 5e liste 2004

A., impérialisme français, hors d'Afrique: 61,00 / François: 10,00 / G.B.: 7,00 / Gilbert: 8,00 / Joël: 14,50 / Lecteurs, Paris: 16,10 / L'indigent: 9,00 / Madrid: 20,00 / Raymond: 100 / Paris: 300,00 / Roger: 35,00 / Victor: 110,00

Total liste: 690,60 Euros
Total général: 4268,60 Euros

Les accords syndicats patronat ne pourront empêcher la lutte ouvrière !

(Suite de la page 1)

grève ne sera pas votée! Autrement dit SUD n'a pas vraiment d'objection au texte en lui-même, ni au «changement de culture de l'entreprise»...

L'attitude de ces syndicats ne peut étonner les prolétaires qui se souviennent qu'un Thibault, alors à la tête de la CGT cheminots, a gagné ses galons de pompier syndical en chef pour avoir su en 1995 mettre habilement fin aux grèves contre plan Juppé dont les travailleurs de la SNCF étaient l'aile marchante. Quand à SUD Cheminots, il ne s'agit pas d'un syndicat de classe. Son encadrement vient de la CFDT qui avait joué un rôle anti-grèves ouvert lors des grandes luttes des années 80 menées par les «coordinations» extra-syndicales; et si pas mal de déçus des syndicats traditionnels se tournent vers lui en tant qu'organisation plus combative que les grandes confédérations, son attitude démontre qu'il n'aspire qu'à rejoindre ces dernières dans la **cogestion** de fait de l'entreprise.

C'est dans les faits, sinon jusqu'ici sur le papier, que le collaborationnisme syndical s'emploie à prévenir les conflits, à retarder le plus possible leur apparition et à les émous-

ser au maximum quand ils éclatent quand même.

La bourgeoisie française comme les bourgeoisies des autres pays, veut diminuer le nombre des conflits qui éclatent malgré tout, en raison des conditions de travail toujours plus dures, dans les transports, secteur stratégique pour l'économie d'une ville, d'une région ou du pays. C'est pourquoi revient périodiquement le projet d'instaurer par la loi un **service minimum**: à défaut de pouvoir interdire totalement les grèves, ce qui constituerait un déni trop évident des libertés démocratiques dont les prolétaires sont censés jouir autant que les bourgeois, il s'agit de les rendre inoffensives.

L'EXEMPLE DES TRAMINOTS ITALIENS ET DES OUVRIERS ALLEMANDS

Mais il n'y a rien de pire pour la bourgeoisie qu'une loi qui n'est pas respectée. Les politiciens et les spécialistes du contrôle social bourgeois sont toujours attentifs à ce qui se passe dans les pays voisins. Ils ont vu qu'en Italie l'imposition d'un tel service minimum légal n'a pas empêché les traminots d'entrer en lutte l'année dernière au mépris de cette légalité. Le seul résultat est

que cette lutte a été au départ «sauvage», hors de contrôle du collaborationnisme syndical, les prolétaires ayant compris que seule une lutte ne respectant pas les règles fixées par la loi pouvait être efficace. Les grandes organisations syndicales collaborationnistes ont eu des difficultés sérieuses avant de réussir à en prendre le contrôle: l'imposition par la loi de cette restriction à la grève a en définitive empêché les pompiers sociaux de jouer pleinement leur rôle! Les bourgeois italiens ont aujourd'hui recours à l'intimidation et à répression en infligeant des amendes sérieuses à des milliers de travailleurs des transports, risquant en définitive de jeter de l'huile sur le feu (2).

Le gouvernement Raffarin entend donc ne pas suivre les éléments qui réclament le vote d'une loi imposant un service minimum; même s'il agite cette menace, il préfère de beaucoup la voie tracée à la SNCF, la voie d'une implication plus grande et plus directe des syndicats dans la prévention des luttes, qui est la voie de liens plus étroits entre «partenaires sociaux», syndicats, patronat - et Etat. A vrai dire, sur cette voie à sens unique, le collaborationnisme syndical s'est engagé depuis longtemps. La seule chose qui change, c'est qu'il lui sera de moins en moins possible de donner le change aux travailleurs. Plus il s'emploiera à prévenir les grèves et plus ceux-ci ressentiront le besoin vital de lutter et de s'organiser

de manière indépendante du collaborationnisme, sur des bases tendanciellement de classe.

En se lançant cet automne dans une puissante grève sauvage en dehors des grands syndicats allemands et au mépris des réglementations qui limitent drastiquement le recours à la grève sous peine de lourdes amendes, les ouvriers d'Opel ont fait la démonstration au pays de la cogestion qu'aucun accord syndicat-patrons-gouvernement ni aucune réglementation ne peuvent indéfiniment prévenir les luttes.

Et ils ont fait la démonstration que les prolétaires possèdent en eux la force suffisante pour résister aux capitalistes dès lors qu'ils se placent sur le terrain de la lutte ouverte et non sur celui de la concertation et de la collaboration entre soi-disant «partenaires» au nom de la défense de l'entreprise ou de la nation.

C'est voie là qu'il faut suivre à la SNCF comme partout, **la voie de la lutte de classe!**

(1) cf «France-Soir», 10/11/2004. Dans cette même interview, Thibault, pour dissiper l'image de la CGT, syndicat contestataire irréductible, rappelle que son syndicat est signataire de 80% des accords d'entreprise, et 30% des accords de branche.

(2) Voir notre organe en langue italienne «Il Comunista» n°92.

Sur le fil du temps Laïcité et marxisme

«Battaglia Comunista» n°36 (21 septembre 1949)

Amadeo Bordiga a écrit cet article en 1949, à un moment où les partis issus de la Résistance qui dirigeaient ensemble la République italienne - non pas en revenant aux méthodes de l'époque à jamais révolue du capitalisme libéral, mais en reprenant, comme partout, bon nombre d'orientations héritées du fascisme qui correspondent au capitalisme ultra-développé - commençaient à se diviser. La Démocratie Chrétienne allait devenir le parti dominant, destiné à rester au pouvoir de façon quasi-ininterrompue pendant un demi-siècle, tandis que le parti stalinien, rejeté dans l'opposition, allait jouer pendant la même période le rôle irremplaçable pour la bourgeoisie de paralysie et de réduction à l'impuissance de la classe ouvrière. Dans cette reconfiguration de la scène politique bourgeoise, les partis dits de gauche devaient utiliser tout un arsenal d'argumentations politiques pour égarer les prolétaires; la «défense de la laïcité contre le cléricisme» était une des plus pernicieuses parmi celles-ci. Rappelant l'expérience historique passée, Bordiga montre non seulement que le marxisme a réduit en pièces cette argumentation, mais qu'en réalité les véritables cléricaux d'aujourd'hui sont ceux qui mettent au premier plan sous le nom de défense de la laïcité, la défense de la République et de la nation, c'est-à-dire la **défense du capitalisme**.

HIER

Les partis co-héritiers du fascisme en Italie continuent à essayer d'utiliser démagogiquement les «traditions laïques» dans leurs affrontements, faisant remonter, du fond où elle semblait être déposée, une vague de boue à la surface des eaux agitées pour mobiliser ce que Pareto aurait appelé des «résidus».

De son côté, la partie adverse nous ressort de la même façon les bienfaits de la «tradition chrétienne» fondement de la **civilisation** romaine et européenne. Les deux camps opposés ont en commun le même objectif: en s'appuyant sur les ressources du passé, ils veulent tous deux courir au secours de la démocratie européenne et mondiale, de la nation et du peuple italiens.

Il n'y a pas de doute que les premiers sont sans aucun doute les pires escrocs puisqu'ils déclarent vouloir concilier ces moyens et ces objectifs avec les positions marxistes, avec la lutte de classe prolétarienne.

Adopter la méthode de la lutte de classe et professer la théorie marxiste, signifie en effet rejeter de l'autre côté de la barricade toutes les traditions, et, avec elles, toutes les **civilisations** qui s'appuient sur les traditions. Si parler de civilisation a un sens pour les marxistes, c'est dans la mesure où cette civilisation est encore à naître.

Le premier prix de l'incohérence et de l'effronterie revient donc aux socialo-communistes staliniens avec leur propagande actuelle de libre-penseur; la fange la plus

trouble est celle qu'ils remuent afin d'égarer la classe ouvrière.

Que ne ressortent-ils pas? Quelles vieilleries ne dépoussièrent-ils pas? Saint Paul traitant Saint Pierre d'imposteur; le procès de Galilée et la falsification conformiste de l'habile tentative dialectique du mathématicien sans défense qui, pour ne pas rétracter sa thèse sur le mouvement de la Terre, affirmait que la Bible doit être lue de façon symbolique et non à la lettre, tout en assurant clairement que les recherches doivent être faites sur la base d'observations astronomiques et de calculs et non à partir de la lecture des textes sacrés (il était un vrai laïque et non pas un laïque d'opérette); les courtisanes romaines dont le Pape réglait par décret le régime et le service; le mariage pouvant se contracter sans aller à l'église tout en étant aussi valide, chose oubliée aujourd'hui où «les socialistes ne sont plus tous des libres-penseurs»; l'indignation des meilleurs auteurs catholiques devant le refus de l'Eglise d'admettre qu'on puisse être en même temps communiste et croyant; pour couronner le tout, la revendication de la fête du 20 septembre et l'appel à une nouvelle croisade contre le retour du pouvoir temporel de l'Eglise. Les chrétiens du Moyen Age européen, si je ne me trompe pas, menèrent huit croisades; les soi-disant marxistes de l'époque capitaliste ne voudront pas s'arrêter à huit fois huit. Nous pourrions baptiser social-croisadisme ce que nous avons appelé opportunisme, social-trahison, défaitisme ou intermédisme, à la fois puant et multifforme. Le cri d'aujourd'hui, le **dernier cri** des

renégats est donc: Sauvons le Vingt Septembre (1)! Dieu le veut!

Il s'agit d'une croisade pour la défense de la précieuse pensée laïque, à laquelle une seule force, parmi toutes celles qui sont organisées dans la société, s'opposerait aujourd'hui: l'Eglise, ou plutôt l'Eglise de Rome; toutes les autres forces devraient s'unir pour la défendre, des organisations et partis ouvriers «révolutionnaires» jusqu'à l'Etat constitutionnel, et même jusqu'aux religieux croyant en Dieu et en l'évangélisme du Christ, à condition qu'ils soient opposés au **cléricisme** qui représenterait l'influence sociale et politique de l'Eglise.

Pour clarifier la question, il suffirait de remarquer que s'il existe un ensemble d'individus ayant les mêmes opinions et les professant par des actions extérieures systématiques, c'est-à-dire une organisation au véritable sens du mot, il faudrait avoir jeté le marxisme par-dessus bord pour croire que cette organisation n'ait pas des fonctions sociales et politiques.

La lutte des **laïcs** contre les **cléricaux** est, elle aussi, une superstructure des luttes entre les classes divisées par des intérêts économiques opposés. A chaque révolution de classe, le camp des laïques et des cléricaux change; les cléricaux d'aujourd'hui sont les laïques d'hier. Une seule révolution ne donnera pas naissance à des cléricaux, celle qui parviendra à supprimer les classes. Ils n'y sont pas arrivés en Russie, et leur parti est le plus cléricale de tous, philistin au point de savoir mettre en scène la **pièce** antiphari-sienne.

Face à l'Eglise juive traditionnelle et à l'état théocratique et oligarchique de l'époque, le mouvement du Christ était un mouvement laïque: il débuta par la tentative de briser le monopole de la synagogue et des pharisiens sur la direction et l'éducation des masses, sur l'énonciation et le contrôle des opinions et des revendications d'après le conformisme des textes sacrés, c'est-à-dire selon les intérêts constitués de la classe dominante. Nous pouvons utiliser à juste titre le terme de laïque pour la phase de critique théorique et de propagande lorsque le Christ, sans entrer dans la carrière hiérarchique des rabbins, des scribes et des docteurs, prétend débattre dans le temple, exercer la médecine, parler à la foule, organiser une école de disciples en dehors des réseaux officiels et des castes traditionnelles. Nous utiliserons le terme de mouvement révolutionnaire quand la masse esclave abandonnera tout respect vis-à-vis de Caïphe, d'Hérode, de Pilate et de César et prendra les armes.

Lorsque Pierre, désormais investi de la charge de Chef, voulut rattacher la nouvelle doctrine et la nouvelle organisation à la tradition mosaïque pure et par là faire descendre chaque catéchumène chrétien d'un juif orthodoxe et circoncis, il se heurta à l'affirmation de Paul selon laquelle tout le monde quelle que soit son origine, même barbare et païenne, peut accéder à la nouvelle doctrine puisque elle a coupé tous les ponts avec le régime qu'elle a renversé. Evidemment Paul parle encore en laïque tandis que Pierre se comporte en cléricale. D'où l'épithète d'imposteur que, comme le rappelle Ubertazzi dans «l'Avanti!», Paul raconte dans l'épître aux Galates avoir lancé dans le débat au chef des apôtres.

C'est dans ce même sens que sont anti-laïques et que méritent le même épithète ces ex-marxistes qui prétendent concilier la nouvelle foi révolutionnaire avec le maintien et la défense des traditions du régime qui doit être renversé, revendiquant comme Togliatti la libre-pensée, comme Nenni (2) la fête la Porte Pia, excluant de leurs rangs ceux qui se refusent que les positions socialistes soient subordonnées à leurs paroles pharisiennes de démocratie, de nation et de patrie.

Alors que l'école chrétienne victorieuse s'organisa au cours siècles suivants dans la puissante hiérarchie des prêtres, dès l'époque de Dante apparurent les laïques, c'est-à-dire de nouveaux éléments d'avant-garde produits par la nouvelle classe qui naissait, prétendant ne pas être exclus de l'étude, de l'enseignement, de la critique, en opposition théorique avec les préceptes des écritures chrétiennes et des sanhédrins de l'Eglise. Celle dernière, qui avait monopolisé mais non supprimé la culture, la science et la philosophie, réalisa son chef d'œuvre dans la scolastique qui relie ses textes aux acquis de la pensée classique et au savoir aristotélicien transmis par les mécréants traducteurs arabes. C'est derrière cette redoute qu'elle attendait de pied ferme l'assaut, reflet de la lutte de classe entre la bourgeoisie moderne et l'aristocratie féodale. Nous pouvons ranger parmi les laïques de cette période historique, les humanistes de la Renaissance, les savants et les philosophes d'Italie, de France et d'Allemagne, les chefs religieux de la Réforme qui introduisent le droit à la critique dans la foi chrétienne, le simple fidèle pouvant l'interpréter de façon différente de celle du clergé, bref, tout ce mouvement bien connu.

La constitution du pouvoir capitaliste dans les principales nations par les révolutions bourgeoises a liquidé historiquement cette grande lutte par la défaite de l'Eglise.

Laïcité et marxisme ...

Les convulsions de la lutte apaisées, la nouvelle classe dominante n'a plus voulu l'interdiction des cultes et la destruction des organisations religieuses, mais elle supprima peu à peu leur influence sur l'école, sur la diffusion des idées sous toutes ses formes, comme la presse, la littérature, le théâtre, etc.

Dans les pays où les églises réformées s'étaient déjà détachées de la papauté romaine, ce processus de systématisation s'est avéré plus facile que dans ceux de religion catholique, où Rome reconnut cependant progressivement les nouveaux régimes, en même temps que la bourgeoisie rangeait le fait religieux parmi les armes de défense de sa domination. Preuve en est Napoléon, selon les mots d'Anatole France: «*Il était trop avisé pour ne pas mettre dans son jeu le vieux Yahvé (le dieu chrétien) encore puisant sur la terre et qui lui ressemblait par son esprit de violence et de domination. Il le menaçait, le flattait, le caressait, l'intimidait. Il emprisonna son Vicaire, auquel il demanda, le couteau sur la gorge, l'onction qui, depuis l'antique Saül, rend les rois forts; il restaura le culte du démiurge (Yahvé lui-même, dans la terminologie de l'ange rebelle qui parle), fit chanter des Te Deum pour lui et se fit reconnaître par lui Dieu sur la terre, au moyen de petits catéchismes diffusés dans tout l'Empire. Ceux-ci unirent leurs voix, et ce fut un beau vacarme.*»

Littérature? Mais combien différente de cette littérature rance et laïque des Hugo et des Carducci!

AUJOURD'HUI

Dans la société actuelle, la laïcité bourgeoise signifie ceci: guerre plus déisme. Déjà à l'époque du tintamarre anticlérical, un des piliers de notre critique du front unique laïque - premier véritable précurseur de tous les fronts uniques qui ont conduit le drapeau de la Révolution dans le fumier - était le suivant: les orientations anticléricales, commun dénominateur des résidus laïques, conduisait directement aux positions patriotiques et nationalistes, à cause de l'abandon l'indépendance de classe, et des conséquences particulières de la situation italienne.

Une des raisons, mais pas la seule, pour laquelle parmi les pays catholiques l'Italie ne s'était pas organisée en unité étatique avant la révolution libérale, était l'existence en Italie, à Rome, du centre de l'Eglise catholique. L'affrontement juridique devait se traduire en un affrontement politique et militaire car il était de nature territoriale, la capitale revendiquée par la bourgeoisie se trouvant être située dans l'Etat temporel du

Pape.

Les marxistes révolutionnaires de tous les pays avaient su répondre à la formule de Cavour, *l'Eglise libre dans l'Etat libre*, théorème de Pythagore du laïcisme qui réapparaît aujourd'hui. Si le prolétariat ne peut vaincre qu'en ôtant à la bourgeoisie la liberté de conserver son Etat, il peut d'autant moins laisser libre de vivre et d'agir l'Eglise qui défend cet Etat bourgeois moderne après avoir défendu le pouvoir dont ce dernier a pris la place.

Quant à la question de la capitale du nouveau régime, la position de classe du prolétariat ne pouvait avoir rien de commun avec la tradition bourgeoise, romantique et démocratique, de «Rome ou la mort!».

C'était dès lors le cas de dire, comme dans l'épigramme bien connu, que si Turin pleure de désespoir au départ de la Cour, de la même façon que Rome exultera dix ans plus tard à son arrivée, «*Florence, le gracieux berceau de l'art, se moque de savoir quand elle arrive et quand elle part.*»

Non seulement les effusions laïques de tout 20 septembre ont eu un effet anti-clasiste et contre-révolutionnaire certain; non seulement elles ont servi à alimenter la propagande social-patriotique de la guerre «anticléricale» de 1915 - et il est donc normal de demander au jamais marxiste Nenni, va-t-en guerre d'alors et parrain des vellétés anticurés des premiers faisceaux mussoliniens, de faire la campagne actuelle de bourrage de crâne avec des phrases du style: *Mussolini, le plus anti-chrétien des Italiens!*; mais en outre elles ont mené tout droit à l'apologie de la Maison de Savoie. Les mérites de celle-ci ont été historiquement infinis; de même que le roi Victor Emmanuel, la bonne âme, prétendait vouloir détrôner Mussolini par l'état de siège, son grand-père, surpris au milieu des chevaux par les nouvelles de la Porte Pia, frappa de sa casquette le cul d'une jument et s'écria en dialecte qu'il parlait non seulement mieux que l'italien mais aussi que le français ancestral: «*anca sta balossada m'han fait fé...!*» (3). L'histoire pousse tous ces guignols de rois, de présidents et de chefs de parti à endosser des rôles dont ils n'ont jamais rêvé.

Et toute cette boue devrait remonter aujourd'hui et devenir une revendication de classe des ouvriers; ces derniers devraient se saigner pour entretenir des feuilles qui traitent de ces choses! Et tout ce conformisme rance serait la pensée laïque de notre époque!

De même que Saint Paul était laïque par rapport à Saint Pierre et Dante par rapport à la Curie Romaine, Marx a été pour notre époque un laïque en tant que savant critique et porte-parole révélateur d'une nouvelle classe; il a osé étudier, chercher à connaître et proclamer la critique des traditions sans jouir d'aucune place, d'aucun titre ni d'aucun

prix pour ses travaux. Les cléricaux d'aujourd'hui ne sont plus les Papes, mais les Smith, les Ricardo, les Pareto et les Einaudi, intellectuels entretenus dans leur suffisance pseudo-scientifique par les compagnies industrielles, les universités bourgeoises et les républiques démocratiques.

Lénine, avec les siens, fut un laïque et un combattant de la révolution puisque il balaya non seulement trône et autel, dieu et patrons, mais qu'il brisa le mensonge de la duperie démocratique et de la libre-pensée en réalisant la première dictature de classe. Lénine a confirmé pour toujours dans le domaine critique le non-sens de la liberté de pensée, d'opinion, de science et d'enseignement. C'est lui qui a écrit aussi que le prolétariat ne sera libre de penser que lorsque les salles de réunion, les sièges des associations, les écoles, les universités, les imprimeries des journaux, les théâtres et les cinémas ne dépendront plus de l'organisation et du pouvoir capitalistes. Il ne s'agit pas de libérer les esprits, mais de s'emparer de toutes ces positions les armes à la main, et d'en interdire l'usage aux défenseurs des doctrines traditionnelles, aux prêtres de *Yahvé* ainsi qu'à ceux du *Ploutos* capitaliste et du *Démós* prostitué.

Il est impossible de revenir au fantôme de la tradition laïque bourgeoise sans renier tout cela, sans trahir le socialisme. Il peut évidemment y avoir derrière ce fantôme trompeur des personnes qui, comme Nenni, n'ont pas trahi puisqu'elles n'ont jamais professé le socialisme. Car s'il fallait une preuve que revendiquer le laïcisme, c'est se transformer en bourgeois, il suffirait d'écouter ses propos: il déplore ouvertement que l'oubli du 20 Septembre est l'humiliation de l'Etat italien, la trahison du rôle et de la mission de la Nation.

Comment celui qui n'a jamais fréquenté les sections socialistes de l'époque pourrait-il savoir qu'on s'interdisait d'aller la plus laïque des fêtes laïques, justement parce qu'on voulait briser en deux la Nation, saboter son rôle et sa mission, en rêvant de réussir à développer notre rôle et notre mission internationales de classe dans l'humiliation de l'Etat de Rome, de la Rome de 1870?

(1) Le 20 septembre 1870, l'armée de la Maison de Savoie, luttant pour les intérêts révolutionnaires bourgeois, entra dans Rome par la Porte Pia. Le 20 septembre devint une fête laïque en tant que victoire sur la papauté et le cléralisme.

(2) Palmiro Togliatti était le dirigeant du Parti Communiste Italien et Pietro Nenni celui du Parti Socialiste.

(3) «Ils m'ont aussi fait faire cette saloperie!». En fait le roi Victor Emmanuel II était opposé à la prise de Rome, tout comme son petit-fils était en réalité partisan de Mussolini.

Le mur israélien, une affaire en or pour les bourgeois palestiniens !

La mort de Yasser Arafat a ouvert une période d'incertitudes sur la configuration de la direction palestinienne; ou plutôt elle a révélé la crise de confiance dont souffrent les dirigeants palestiniens auprès de leur population. Extrêmement conscients de leur discrédit et de leur impuissance à empêcher l'Etat Hébreu à dicter sa loi de fer, ils n'ont d'autre choix que d'essayer de resserrer les rangs et d'appeler à l'union nationale (les islamistes y compris) pour réaliser une succession en douceur qui ait l'assentiment des patrons de la région:

LE MUR, INSTRUMENT D'ANNEXION

Ce mur qu'a commencé à construire le gouvernement Sharon en reprenant une idée du parti Travailleuse, officiellement pour protéger la population israélienne des attaques-suicide, s'inscrit en réalité dans la continuité colonisatrice de l'Etat Hébreu: construit en territoire occupé, ce mur entraîne en fait une véritable **annexion** de fait de territoires, expropriant de nombreux paysans et condamnant à mort la vie économique de nombreux villages palestiniens, en contradiction

flagrante avec les promesses israéliennes de stopper le processus de colonisation (tout en annonçant le démantèlement de la plupart des colonies de la bande de Gaza, le gouvernement israélien a annoncé aussi le développement de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem).

La construction de ce mur a donc été dénoncée par l'Autorité palestinienne et elle a été condamnée par les différentes instances internationales (comme la Cour Internationale de La Haye) et la plupart des gouvernements, à l'exception de taille des Etats-Unis qui ont même opposé leur veto à

les Etats-Unis et Israël. Quitte à froisser au passage certains Etats arabes, comme la Jordanie dont le roi, pourtant allié indéfectible des Etats-Unis a publiquement critiqué les capitulations incessantes des dirigeants Palestiniens (1)!

L'affaire du mur que nous relatons ci-dessous est une bonne illustration du fait que, comme tous les bourgeois, les dirigeants palestiniens sont intéressés avant tout par la recherche... des profits.

une condamnation de l'ONU. Nous allons voir qu'elle a reçu une aide appréciable des dirigeants palestiniens eux-mêmes!

Appelé pour d'évidentes raisons de propagande «*barrière de sécurité*» par le gouvernement israélien, le mur encore aujourd'hui largement composé de barbelés, est destiné à devenir une construction en dur sur des centaines de kilomètres. Cela représente des quantités énormes de matériaux de construction, à commencer par le ciment, et donc un marché formidable pour

(Suite en page 6)

Catalogue des publications

Chaque année nous publions une mise à jour de notre «catalogue des publications». Ce catalogue contient les listes de toutes les brochures, revues et journaux publiés par le parti dans les différentes langues. Il contient aussi les sommaires complets de «le prolétaire», «programme communiste», «il comunista», «el programa comunista».

C'est un instrument indispensable pour le lecteur et le sympathisant qui y trouveront facilement les références de textes qu'ils recherchent. (Format A4, 42 pages, 2 €)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- Le prolétaire
- Programme communiste
- Il comunista
- El programa comunista
- The Proletarian

CATALOGUE DES PUBLICATIONS dans diverses langues

Avec les sommaires de «programme communiste», «le prolétaire», «il comunista», «el programa comunista», «The Proletarian»

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI
la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine; la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (1919); la lutte de la gauche communiste contre la dégradation de l'Internationale, contre la théorie du socialisme dans un seul pays et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la lutte efficace de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Mai 2004 - Prix de soutien 2 €, 3 FS, 2 \$

«el programa comunista»

Organo del partido comunista internacional
N° 45 - Septiembre de 2004

© Los Estados Unidos de América en el limite de dos épocas © Irak es el mundo © ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase ! © Chile, a treinta años de distancia © ¡ golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado ! © Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y del terrorismo © En defensa de la continuidad del programa comunista (7) : Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965) © Auschwitz o la Gran Coartada © La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2) © Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéu Bordiga
(72 pages, 3 Euro)

«el programa comunista» Suplemento al n° 45

Abril de 2004

- ¡Imperialismo francés y estadounidense, fuera de Haití! ¡Solidaridad con los proletarios haitianos!
- Masacre de proletarios en Madrid por el terrorismo reaccionario
- El terrorismo imperialista, en Irak como en Chechenia, alimenta el terrorismo nacionalista en una espiral de atentados, secuestros, represalia militar y horrores de todo género
- ¡ Y LOS PROLETARIOS PAGAN EL PRECIO MÁS ALTO !
Huelga en el Metro de Caracas
(Europa: 0,50 € - A.L.: US \$ 0,5)

Le mur israélien, une affaire en or pour les bourgeois palestiniens!

(Suite de la page 5)

les entreprises de construction israéliennes. A tel point que les capacités productives du pays sont devenues insuffisantes.

Un entrepreneur israélien de Haïfa engagé dans cette construction, Pelsinsky, qui a la bonne fortune de posséder un passeport allemand, se tourna donc vers les cimenteries égyptiennes. Mais le contrat prêt à être signé qui portait sur la fourniture de 120 mille tonnes de ciment capota au printemps 2003 lorsque la presse égyptienne qui avait eu vent de l'affaire, s'indigna bruyamment que l'Egypte participe ainsi à la construction du mur honni.

Pas découragé, Pelsinsky eut l'idée de faire passer le ciment destiné au mur par les Territoires palestiniens. Il s'adressa pour cela à des dirigeants de l'Autorité palestinienne. C'est ainsi qu'en septembre 2003 fut signé au Caire un premier contrat de 20.000 tonnes de ciment avec Jamal Tarifi, le ministre palestinien des Affaires publiques (et propriétaire de cimenteries) connu pour ses liens avec les milieux d'affaires israéliens, avec l'accord écrit du ministre de l'Economie (membre d'une des plus grandes familles commerçantes palestiniennes) certifiant que le ciment était à usage exclusif des Palestiniens.

Début novembre 2003 le chef du bureau de contrôle du gouvernement palestinien envoyait à Arafat un rapport révélant l'attribution par le ministre du commerce de licences d'importation et la découverte que ce ciment était destiné en réalité à la construction du mur. La seule réaction d'Arafat fut de demander au Premier ministre Qorei d'enquêter. Résultat: les importations continuèrent pendant 5 mois sans interruption, d'autres permis d'importer du ciment ayant continué à être accordés sans hésiter par le ministre de l'Economie.

Au total ce sont 420.000 tonnes de ciment égyptien qui ont importées pour être revendues en Israël (à l'exception de 33.000 tonnes utilisées en Palestine) par les entreprises *Qandelle Tarifi Company for Cement* (appartenant au ministre), *Tarifi Company* (appartenant au frère du ministre), une entreprise d'un grand bourgeois de Gaza et la *Société Générale des Services Commerciaux Palestiniens*, organisme para-étatique dirigé par Mohammed Rashid, le propre «trésorier» de feu Arafat, le seul qui avait accès à ses comptes par où transitent une bonne partie des finances palestiniennes. Il ne faut guère aller chercher plus loin l'absence de réaction d'Arafat à ces importations...

Comme ce ciment était destiné officiellement à la reconstruction d'édifices détruits par les Israéliens (le certificat du ministre de l'économie en étant la preuve), il était vendu par les Egyptiens au prix de faveur de 22 dollars la tonne. Les intermédiaires palestiniens prenaient entre 12 et 15 dollars par tonne à la revente aux Israéliens. On estime que c'est près de 6 millions de dollars (à peu près l'équivalent en euros) qui auraient été ainsi gagnés en 6 mois par ces bourgeois palestiniens en contribuant à l'édification du mur israélien! En outre les importateurs se sont dispensés de payer les frais de douane à l'administration palestinienne (qui se seraient montés à 1,7 millions de dollars).

Cette affaire commençant à s'ébruiter, une commission parlementaire d'enquête fut mise sur pied au début de cette année. Ses résultats devaient probablement rester secrets, mais Hassan Kreishe, vice-président du parlement palestinien a rendu publics en juin dernier quelques uns des résultats que nous avons rapportés ci-dessus de ses 7 mois d'enquête, malgré les menaces dont il dit avoir été l'objet de la part de certaines personnes mises en cause.

«Pensez, concluait-il, qu'alors que personne n'a bougé le petit doigt contre les capitalistes palestiniens, nous avons arrêté

quelques malheureux qui travaillaient comme manoeuvres à ce mur. Et nous les avons même traités de collaborateurs!» (2).

Hassan Kreishe fait partie des politiciens hostiles au clan Arafat, qui militent pour une réforme des institutions: «Avec une justice efficace, nous saurons nous débarrasser de la corruption» (3). Tout en affirmant que certaines des preuves qu'il avait transmises au Premier ministre Qorei ont disparu, il disculpe celui-ci de toute implication dans l'affaire.

Ahmed Qorei a été nommé Premier ministre palestinien sous la pression des Etats-Unis (et c'est sous cette même pression internationale, y compris européenne, qu'il est resté en place après la crise politique qui l'a opposé à Arafat) pour limiter le pouvoir d'Arafat et de ses proches au nom de la «réforme» des institutions palestiniennes dans le sens de la transparence et de la lutte contre la corruption. Des rumeurs affirment depuis longtemps que l'entreprise *Al-Quds Cement Company* dont il est propriétaire travaille pour des colonies israéliennes. En février après qu'un reportage de la télé israélienne ait montré des camions de ciment de son entreprise passant en Israël pour livrer du ciment destiné semble-t-il au mur, Qorei avait démenti avec indignation ces accusations.

Ce démenti n'a pas empêché, au moment de la crise politique ouverte entre Arafat et Qorei, un député palestinien de confirmer que l'entreprise de ce dernier était bien soupçonnée de fournir elle aussi du ciment pour la construction du mur et de diverses colonies, et un groupe minoritaire du Fatah a même alors demandé son jugement pour haute trahison (ainsi que les ministres impliqués dans le trafic du ciment).

La «transparence» de Qorei et de son gouvernement a donc des limites très étroites, comme en témoigne le fait que l'affaire du ciment n'a, semble-t-il, jamais été évoquée par les médias palestiniens (4).

Cependant la censure des médias n'empêche pas que la population ne se fait guère d'illusions envers ses dirigeants, à en croire un sondage d'un institut de Ramallah: 90% des personnes interrogées reconnaissent l'existence de la corruption au sein de l'Autorité, et 65 % l'estimaient «largement répandue» (5).

Alors que sous l'effet mesures coercitives, des destructions de toutes sortes et des massacres causés par l'Etat israélien qui a multiplié ces derniers mois les interventions militaires meurtrières dans la bande de Gaza, la misère s'accroît dramatiquement pour la population, le fait que de hauts dignitaires et des bourgeois palestiniens s'enrichissent en trafiquant avec les responsables de cette misère, ne peut qu'accroître parallèlement le mécontentement envers l'Autorité palestinienne.

LUTTE CONTRE LES «CORROMPUS» OU CONTRE LES CAPITALISTES ET LE CAPITALISME?

C'est sur cette toile de fond que s'explique la révolte cet été de certaines factions du Fatah contre les «dirigeants corrompus» - notamment après la nomination le 17 juillet de Moussa Arafat (cousin de Yasser Arafat) au poste de ministre de la sécurité en remplacement de Mohammed Dahlan. Il faut dire que le ministère de la sécurité est un poste particulièrement rémunérateur car il comprend aussi le contrôle des douanes.

Plusieurs manifestations, y compris armées, de protestation ont eu lieu à ce moment et Dahlan qui s'était fait le porte drapeau de la dénonciation de la corruption, menaçait de faire descendre 30.000 manifestants dans les rues de Gaza si de véritables réformes de l'Autorité palestinienne n'avaient pas lieu. «Yasser Arafat reste assis sur les cadavres et la destruction des Palestiniens à un moment où nous avons

désespérément besoin d'une nouvelle mentalité» déclarait-il à un journal du Koweït ajoutant que «5 milliards d'aide extérieure fournis à l'Autorité palestinienne sont passés on ne sait où» et accusant les «officiels corrompus» qui entourent Arafat.

Les opposants demandaient plus précisément qu'Arafat laisse plus de pouvoir au premier ministre, notamment sur la nomination aux postes de responsabilité, la révocation du nouveau ministre de la sécurité et que des poursuites judiciaires soient engagées contre les personnalités mises en cause dans les trafics.

A la mi-août Arafat admettait que des «erreurs inacceptables» avaient été commises par certains responsables et il promettait de soutenir à fond le premier ministre, mais sans prendre aucune mesure concrète: pas de destitution de son cousin ni de sanctions contre les corrompus. Des négociations s'ouvraient dans les semaines suivantes avec Dahlan dans la perspective d'un futur remaniement ministériel où il aurait sa place.

Dans le passé Arafat avait été contraint de faire quelques gestes; il avait été obligé par exemple l'année dernière de limoger le fameux Tarifi de son poste de ministre des affaires civiles qu'il occupait depuis 8 ans ainsi que le chef de la police de Gaza («l'homme le plus haï du territoire» paraît-il); mais quelques mois plus tard les deux retrouvaient leurs postes. En fait en même temps que l'instauration de l'Autorité palestinienne, c'est un climat d'impunité totale qui s'est instauré pour les bourgeois: aucun homme d'affaires ou aucun politicien n'est jamais passé en jugement pour les scandales qui se sont succédés au cours de ces dix années.

En septembre les «Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa», un groupe armé lié au Fatah (le principal parti nationaliste palestinien, dirigé par Arafat) responsable de nombreux attentats en Israël, occupaient le QG de la sécurité palestinienne et quelques casernes pour manifester leur opposition au cousin d'Arafat. Dans une interview récente un responsable de ce groupe affirme que ce dernier a des «comportements mafieux. Nous l'accusons d'être à l'origine d'assassinats, de corruption» (6). Critiquant sévèrement les dirigeants palestiniens, le responsable des Brigades déclare: «Nous devons lutter contre les corrompus de l'Autorité palestinienne. (...) L'action de l'Autorité palestinienne est déficiente aussi bien dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la justice et de la sécurité, du social» sans compter son refus de soutenir la résistance à Israël. Dans leur lutte proclamée contre les «représentants de la corruption», les Brigades veulent s'appuyer sur «les leaders historiques de la révolution palestinienne»; selon elles, celui qui devrait remplacer Yasser Arafat devrait être Mohammed Dahlan.

Pour juger de la capacité de ce Dahlan à combattre la corruption, il faut savoir que, de l'avis général, avant d'emboucher les trompettes de la lutte contre les corrompus, il avait largement profité du contrôle qu'il avait sur les douanes pour engranger de juteuses commissions (7)...

Selon Markus Bouillon, un expert de l'économie israélo-palestinienne «les «Tunisiers» [les chefs nationalistes exilés à Tunis qui sont rentrés en héros dans les Territoires occupés après les accords d'Oslo] ne constituent pas seulement l'élite politique. Revenus à Ramallah, ils ont fondé leurs compagnies qui ont monopolisé les échanges avec Israël, précisément grâce aux relations instaurées durant le processus de paix» (8); les «leaders historiques de la révolution» bourgeoise se sont inévitablement transformés en hommes d'affaires, plus ou moins véreux!

Les problèmes de la population palestinienne, y compris par rapport à la répression israélienne bestiale, ne sont pas dues à la corruption de quelques officiels; un rapport de la Banque Mondiale de 2002 indiquait d'ailleurs que la pratique des pots-de-vin était à peine plus fréquente que dans les pays occidentaux, tandis qu'un autre du FMI de septembre 2003 affirmait que «le niveau de

transparence budgétaire de l'Autorité palestinienne est parmi les meilleurs de la région».

Corruption et loi du profit vont de pair: ce sont là des moeurs typiques du capitalisme. Dans la situation actuelle en Palestine, la dénonciation des scandales et de la corruption est utilisée par les diverses factions bourgeoises en lutte pour assurer la relève. Tous promettent de réformer et de nettoyer l'Autorité, mais tous ne rêvent que de y remplacer le concurrent ou de garder sa place.

Les prolétaires et les masses opprimées doivent se souvenir des paroles du vice-président mettant en cause les capitalistes palestiniens: c'est contre les capitalistes qu'il faut lutter, et contre l'Autorité palestinienne qui est leur instrument.

Pour se défendre contre les bourgeois palestiniens et israéliens unis par les mille liens du commerce et de l'affairisme, les opprimés découvriront que la lutte prolétarienne est la seule solution: brisant les chaînes fatales de l'union nationale, elle est la seule alternative possible pour unir dans un même camp à la force dès lors invincible, les prolétaires de tous les pays.

Avec Yasser Arafat c'est une partie de ce qui restait encore de prestige au nationalisme (prestige redonné par l'attitude d'Israël à son égard), servant à masquer qu'il est désormais enfoncé jusqu'au cou dans l'affairisme, qui a été porté en terre. Aujourd'hui l'Autorité palestinienne et les «chefs historiques de la révolution» ne peuvent plus cacher leur nature de classe et leur abandon de toute velléité de remettre en cause l'ordre impérialiste. Depuis que Sharon a annoncé le retrait de Gaza, le gouvernement palestinien ne songe qu'à négocier avec les Israéliens l'armement de policiers supplémentaires pour «faire respecter la loi et l'ordre» dans le territoire après leur départ (9)...

Contre tous les défenseurs de l'ordre bourgeois, pour la solidarité dans la lutte contre le capitalisme et l'oppression nationale, l'avenir est à la lutte de classe!

(1) Dans une déclaration à la chaîne de télévision Al Arabiya Le roi Abdallah a déclaré cet été que l'Autorité palestinienne faisait trop de concessions surprise aux Israéliens pour obtenir un soutien clair des Etats arabes: «Nous voudrions que la direction palestinienne précise clairement ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut pas et qu'elle ne nous surprenne pas par des décisions et l'acceptation de ce qu'elle refusait dans le passé. Au début les discussions portaient sur le retour de 98% du territoire palestinien. Maintenant on est à moins de 50% et nous ne savons pas où nous en serons dans un an ou deux. De même pour le réfugiés, les discussions tournaient au début sur leur retour et des indemnités et maintenant elles ne portent que sur un petit nombre. Il est dommage que ce qui était rejeté comme une trahison est devenu maintenant pour certains une revendication d'une grande portée». Dépêche Reuters, citée par UNISPAL (service d'informations de l'ONU sur la Palestine), septembre 2004. Selon le ministre des Affaires étrangères jordaniennes, les autorités craignent un afflux de réfugiés palestiniens dans leur pays à la suite des actions israéliennes.

(2) Nous avons repris ces informations du quotidien italien «Il Corriere della Sera», 29/7/2004. La presse française n'y a fait que de très rares allusions.

(3) cf «Le Monde», 18/8/2004.

(4) Autre exemple de cette «transparence» des plus opaques: le 20 juillet, à la suite des manifestations provoquées par la nomination de Moussa Arafat au ministère de la sécurité, le Syndicat des journalistes palestiniens (qu'il vaudrait mieux appeler Police des journalistes) interdisait sous peine de sanctions aux journalistes «de traiter tout type de sujets ainsi que d'utiliser des déclarations ou des publications relatifs aux événements internes et susceptibles de diffamer, de calomnier ou de porter atteinte à autrui»; en particulier il leur enjoignait «de s'abstenir de couvrir les marches armées,

Le mur ...

ne pas les photographier ou les filmer» et insistait au contraire «sur la nécessité de rendre publique et de couvrir toute activité qui supporte l'unité nationale et protège le front interne»!

(5) Selon le Jérusalem Media and Communication Center de Ramallah, «Le Monde», 18/8/2004.

(6) cf «Le Monde», 11/11/2004.

(7) cf «Le Monde», 18/8/2004.

(8) cf «Il Corriere della Sera», Ibidem.

(9) «Nous avons demandé à nos frères du ministère des Affaires civiles, du Département des négociations et au Quartet d'informer les Israéliens que l'Autorité palestinienne a entrepris des pas sérieux pour restaurer la loi et l'ordre. Nous demandons [aux forces israéliennes] de faciliter cette action et de ne pas s'opposer à la police palestinienne».

En réponse à cette déclaration de Qorei, des «sources militaires israéliennes» ont affirmé que la «procédure standard» de l'armée israélienne est qu'elle informe à l'avance la police palestinienne de ses interventions afin que les policiers se réfugient dans leurs casernes et qu'il n'y ait pas de «heurts» avec les soldats. Et, de fait, il n'y a jamais eu de heurts entre les uns et les autres. Vous avez dit **complicité**?

Le ministre israélien de la défense a déclaré qu'il était partisan de la présence de policiers palestiniens armés dans les zones où la situation risquerait de dégénérer en une «incontrôlable anarchie»; mais les Israéliens ne semblent pas pressés d'aboutir à des accords concrets, à la grande colère des bourgeois palestiniens: ce sont leurs biens qui sont en jeu! On peut consulter les informations diffusées par l'UNISPAL à ce sujet.

Il faut signaler que les Islamistes, qui ont été les grands absents de la crise politique de cet été, ont affirmé leur appui à l'union nationale et à l'Autorité palestinienne après la mort d'Arafat. Lors des négociations tenues sous l'égide de l'Egypte en prévision du retrait israélien de Gaza, ils auraient donné leur accord pour cesser les attaques contre Israël à partir de ce territoire après le retrait (ce qui correspond à ce qu'ils avaient déjà affirmé par le passé) avant même que le fassent les autres organisations palestiniennes.

«Le marxisme et la question palestinienne»

AU SOMMAIRE

- Introduction • Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463, Août 2002; «il Comunista», n° 79, Avril 2002) • Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002) • Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16, février-avril 1989)
- Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989) • Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12, Avril 1988) • Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août/7sept. 1987) • Rompre l'isolement des masses palestiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982) • En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaatar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980) • Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) : La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient
- Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) : Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires • La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11

au 24 juin 1973) • **Annexes** : - Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003) - Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe - Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois

(Brochure «le prolétaire»; n° 30; format A4; 68 pages; 4 €; parue en août 2004)



Les Fondements du communisme révolutionnaire

TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL N° 3

Les «Fondements du communisme révolutionnaire...», texte d'un rapport fait par Amadeo Bordiga lors de la réunion générale du parti tenue à Paris les 8 et 9 juin 1957 qui étaient épuisés depuis plusieurs années, viennent d'être republiées.

Une réédition de ce texte à la puissance intacte après presque un demi-siècle, s'imposait depuis longtemps; il est en effet la démolition des fausses alternatives, des déformations et des révisions qui, au nom de l'«enrichissement» ou du «développement» du marxisme pour sois-disant tenir compte des leçons de l'histoire, renient les éléments fondamentaux du programme communiste dans les questions du parti, de l'Etat.

D'autant plus qu'elles se présentent souvent sous une apparence de gauche, ces orientations sont catastrophiques pour la perspective révolutionnaire et le combat du prolétariat parce qu'elles privent celui-ci des armes sans lesquelles il est irrémédiablement condamné à la défaite.

En réaction au légalisme et au réformisme des partis socialistes dans la période précédant la première guerre mondiale, apparut et se développa le courant «syndicaliste révolutionnaire», surtout en France, en Italie et en Espagne (mais aussi en Allemagne et aux USA). Pour les syndicalistes révolutionnaires, le parti était par nature un organisme spécifiquement parlementaire et non révolutionnaire qu'il fallait tenir à l'écart des syndicats, tandis que ces derniers, parce qu'ils n'étaient composés que d'ouvriers, étaient l'organe spécifique de la lutte révolutionnaire prolétarienne qui devait culminer dans la «grève générale expropriatrice»; les syndicalistes révolutionnaires attribuaient en outre aux syndicats la fonction d'organiser la production sociale après la révolution grâce aux capacités techniques acquises par leurs adhérents sous le capitalisme.

Dans cette vision, enveloppée dans les brumes idéalistes du sorélisme avec sa théorie de la violence comme mythe purificateur, c'est non seulement la «constitution du prolétariat en classe, donc en parti» mais aussi la «constitution du prolétariat en classe dominante» (Le Manifeste) qui disparaissent pour la simple raison que disparaît l'acte fondamental de la **prise du pouvoir politique** comme premier pas indispensable pour commencer la réorganisation conçue et

réalisée **centralement** de l'économie en fonction des buts du socialisme; c'est-à-dire des buts non locaux mais généraux, non nationaux mais mondiaux, non de catégorie mais regardant toute l'espèce humaine. En liquidant la **dictature prolétarienne** et son organe, le **parti**, pour les remplacer par une fantomatique et impuissante **démocratie ouvrière**, c'est en définitive la révolution et par contrecoup le socialisme qui sont liquidés.

Et les choses ne changent pas quand c'est le *conseil d'usine* qui est mis à la place du syndicat, comme dans la conception du socialiste italien Antonio Gramsci et de ses partisans turinois de l'«Ordine Nuovo» et de tous les *conseillistes* et *autogestionnaires* qui suivirent. Dans un article-programme de l'«Ordine Nuovo» intitulé «Démocratie ouvrière», Gramsci et Togliatti écrivaient en 1919: «L'Etat socialiste existe déjà potentiellement dans les institutions de la vie sociale caractéristiques de la classe travailleuse exploitée. Relier ces institutions entre elles, les coordonner et les subordonner à une hiérarchie de compétence et de pouvoir, cela signifie créer dès à présent une véritable démocratie ouvrière, en opposition efficace à l'Etat bourgeois, préparée dès à présent à remplacer l'Etat bourgeois dans toutes ses fonctions essentielles de gestion et d'administration du patrimoine national» (1).

Et un an plus tard, commentant les polémiques au sein de son groupe qui avaient mené à la rédaction de cet article, Gramsci affirmait: «Oui, il y a en Italie, à Turin, un germe de gouvernement ouvrier, un germe de soviétique; c'est la commission interne [organisation des ouvriers dans l'entreprise à la base des sections syndicales]; étudions cette institution ouvrière, faisons une enquête, étudions même l'usine capitaliste, mais non en tant qu'organisation de la production matérielle, car il faudrait pour cela une culture spécialisée que nous n'avons pas; étudions l'usine capitaliste comme forme nécessaire de la classe ouvrière, comme organisme politique [!], comme «territoire national d'autogouvernement ouvrier» (2).

La Gauche allemande qui s'incarna dans le KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne), née en réaction au réformisme social-démocrate mais aussi aux tendances parlementaristes et légalistes du jeune parti communiste (KPD), défendait des positions qui ne versaient sans doute pas toujours dans le pur anarchisme comme pour le cas extrême d'un Otto Rühle et de ses partisans, mais qui constituaient néanmoins des déviations anti-parti au fond similaires à celles des ordinovistes italiens. Dans son programme (où on pouvait trouver en préliminaire cette perle de la plus belle eau anarchiste: «Exprimer l'autonomie de ses membres dans toutes les circonstances, c'est le principe de base d'un parti prolétarien, qui n'est pas un parti dans le sens traditionnel»), un idéalisme complètement étranger au matérialisme marxisme faisait affirmer au KAPD que le retard de la révolution était causé par des facteurs subjectifs et psychologiques: «L'idéologie du prolétariat se trouve encore en partie prisonnière de représentations bourgeoises et petites-bourgeoises. La psychologie du prolétariat allemand, dans son aspect présent, ne montre que trop distinctement les traces de l'esclavage militariste

séculaire (...). Le problème de la révolution allemande est le problème du **développement de la conscience de soi du prolétariat allemand**.

(...) L'idée des Conseils dans la période de la lutte prolétarienne pour le pouvoir politique est au centre du processus révolutionnaire». Déclarant son hostilité aux moyens opportunistes de lutte, au Parlement et aux syndicats, le programme mettait au centre de la lutte révolutionnaire l'«organisation d'entreprise»: «Elle correspond à l'idée des conseils; (...) naissant organiquement dans le futur, constituant le futur, elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure.

(...) Il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à la diriger elle-même. C'est là que la lutte idéologique, la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse. (...) Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques, etc., tout cela fait partie des tâches [de l'organisation d'entreprise]; bref, c'est la révolution dans l'entreprise».

En outre le KAPD fixait à cette organisation le «deuxième grand but» (le premier étant la destruction des syndicats traditionnels) de préparer sous le capitalisme «l'édification de la société communiste» (3) comme si l'organisation de la société future devait se calquer sur la structure par entreprises de la société capitaliste, et que les organisations de lutte des prolétaires sous le capitalisme (les syndicats dans le cas des syndicalistes révolutionnaires, l'«organisation d'entreprise» dans le cas du KAPD, les conseils d'usine dans le cas des ordinovistes) devaient en être le germe!

Il est facile de voir que ces déviations sont du même type. La lutte politique menée par la Gauche communiste d'Italie contre l'ordinovisme vaut aussi contre la Gauche allemande, parce que c'était une polémique non locale et circonstancielle, mais une lutte en défense des positions marxistes authentiques.

L'organe de la Gauche communiste, «Il Soviet» écrivait: «Soutenir comme le font les camarades de l'«Ordine Nuovo» de Turin qu'avant même la chute de la bourgeoisie, les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique, mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste: celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fautive que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique.

(...) En conclusion: nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils internes d'usine si leur personnel ou ses organisations le demandent. Mais nous affirmons que l'activité du Parti Communiste doit s'orienter suivant un axe différent: la lutte pour la conquête du pouvoir politique» (4).

En effet pour la Gauche communiste «le Soviet n'est pas un organe révolutionnaire par essence»; il peut bien être «un des organes de la lutte révolutionnaire du prolétariat», mais dans la mesure où il peut «constituer, à un certain stade, un terrain adéquat pour la lutte révolutionnaire que mène le

(Suite en page 8)

Les Fondements du communisme révolutionnaire

(Suite de la page 7)

parti» (5). «Au stade où nous en sommes, c'est-à-dire quand l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat communistes, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat» (6).

Le seul organe révolutionnaire par essence est le **parti politique prolétarien** - dans la mesure où il est véritablement communiste, c'est-à-dire dans la mesure où son programme, son organisation comme son action quotidienne sont parfaitement cohérents et conformes aux principes du communisme. Le but de la lutte révolutionnaire ne peut pas être la conquête du pouvoir dans l'entreprise qui n'est qu'une dangereuse illusion, mais la conquête du **pouvoir politique central** par l'insurrection et la lutte armée, et l'instauration de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'après s'être emparé du pouvoir, après avoir instauré son propre pouvoir exclusif de classe, **dirigé par son parti**, que le prolétariat aura les moyens d'intervenir despotiquement et de manière centralisée dans la société pour enlever aux classes possédantes tous leurs points d'appui et déraciner le capitalisme.

Hier, lors de la vague révolutionnaire du premier après-guerre, il a fallu rappeler les

points cardinaux oubliés du communisme révolutionnaire; étant donné que la profondeur et la longueur de la contre-révolution ont fait disparaître toute trace de tradition marxiste au sein des masses prolétariennes du monde, cette lutte programmatico-politique est encore plus nécessaire aujourd'hui si l'on veut que, demain, lors de la prochaine vague révolutionnaire, le prolétariat ne se laisse pas égarer par les inévitables courants anti-parti faussement extrémistes.

* * *

Nous avons joint en appendice aux «Fondements...» un texte de 1961, écrit en réplique à un manifeste des partis stalinien. Ce «manifeste anti-porc» est une critique pénétrante des positions de l'«opportunisme», c'est-à-dire du réformisme contre-révolutionnaire pas seulement de matrice stalinienne, et en même temps un exposé efficace des positions marxistes fondamentales. Une version avait déjà été publiée en français sous le titre: «A bas le programme de l'opportunisme!» sur «Programme Communiste» n° 16 (juin-septembre 1961). Sa traduction ainsi que celle des «Fondements...» ont été entièrement revues pour cette édition.

(1) cf «*Démocratie ouvrière*», «L'Ordine Nuovo», 21/6/1919.

(2) cf «*Le programme de l'Ordine Nuovo*», «L'Ordine Nuovo», 14-28/8/1920. Dans un article du 5/6/1920, Gramsci avait écrit:

Répression contre des prolétaires à Naples

La naissance du «Syndicat des travailleurs en lutte - Pour le syndicat de classe» est survenue à l'issue d'une longue gestation et d'une façon plutôt contradictoire. L'histoire des mouvements de lutte dans la région de Naples est si l'on veut un prototype du développement et donc du réveil de la lutte de classe: accidenté, fait de bonds en avant suivis de reculs, dans un contexte général où la reprise effective de la lutte de classe tarde à se manifester. Les poussées des contradictions capitalistes se catalysent dans le sud du pays, provoquant des déséquilibres sociaux où ce qui est l'exception ailleurs devient ici la règle.

L'art de la débrouille individuelle, en attendant une fantomatique amélioration de ses conditions, est ici la norme pour des milliers de prolétaires qui vivent au jour le jour à l'ombre de cliques affairistes et aventurières de tout type qui s'engraissent sur leur dos. Le pouvoir politique local se nourrit de ce malaise, et la démagogie trouve un terrain fertile dans les secteurs les plus divers de la société. Activité illégale, prostitution, vente de drogue et actes de désespoir forment le quotidien de la région.

Mais l'existence depuis près de trente ans de luttes de chômeurs a eu malgré tout des effets positifs. En dépit de l'opportunisme toujours dominant, les chômeurs organisés ont toujours réussi à obtenir des résultats et cela a laissé une trace dans l'histoire de la lutte des classes locale.

Le Syndicat des Travailleurs en Lutte (STL) vient après la dissolution du Mouvement de Lutte des Travailleurs précaires (regroupant une bonne partie des comités de chômeurs) et l'adhésion de ses membres à «un syndicat quelconque» avec l'illusion d'y trouver une force. Mais la détermination et la combativité de ces prolétaires ne pouvait pas ne pas entrer en collision avec le *Sincobas* (organisation censée être plus classiste que les grands syndicats) auquel ils avaient adhéré. La rupture avec les syndicats dits «alternatifs» rendait plus pressante encore l'exigence d'une organisation de dé-

fense des prolétaires. C'est ainsi qu'est né le STL, organisation prolétarienne rompant avec la praxis et la ligne politique et syndicale du collaborationnisme et se voulant une première étape vers la reconstitution du syndicat de classe. S'agissant d'une jeune organisation qui tend à s'élargir en repoussant implicitement les pressions corporatives existant dans les regroupements particuliers, le STL est inévitablement la cible d'attaques de tout type, d'autant plus qu'en raison de la sympathie dont il commence à jouir auprès de certaines couches de travailleurs, il met en difficulté les myriades de petits syndicats «alternatifs» réformistes.

C'est dans cette situation que le STL a été frappé par l'arme toujours utilisée par la bourgeoisie et toujours efficace: la répression. Le 25 septembre, à 5 heures et demi du matin la police fit irruption dans les appartements de plusieurs dirigeants de l'organisation. 4 personnes furent arrêtés sous l'accusation de tentative d'extorsion de fonds et de séquestration sur la personne des dirigeants d'une société d'économie mixte, la RECAM. La réalité est bien différente; il s'agit de faits remontant au 23 mars dernier, lorsque les délégués du STL avaient revendiqué un changement de statut des travailleurs de cette entreprise. La réponse de la direction avait été nette: ou acceptation du contrat existant, précaire et à temps partiel, ou licenciement.

Le STL a dénoncé dans un tract l'attitude de la Justice comme une intention claire de briser les reins à une organisation qui commence à avoir une certaine audience dans sa lutte contre les administrations locales et la politique gouvernementale.

Nous avons apporté notre solidarité envers les militants emprisonnés en mettant en garde le STL contre la tentative des autorités de le criminaliser. Quelles que soient les critiques à faire à la plate-forme du STL et quelles que soient les divergences qui nous séparent des forces politiques qui sont à sa tête (de filiation stalinienne), nous ne marchandons pas notre soutien à ce regroupement de prolétaires.

«les organisations révolutionnaires (le parti politique et le syndicat professionnel) sont dans le camp de la liberté politique, dans le camp de la démocratie bourgeoise (...): le processus révolutionnaire se développe dans le camp de la production, dans l'usine, où les rapports sont d'opresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où la liberté n'existe pas pour l'ouvrier où la démocratie n'existe pas (...).

La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel doit retourner à l'usine, poser de nouveau l'usine, du point de vue ouvrier, comme forme dans laquelle la classe ouvrière se constitue en corps organique déterminé, comme cellule d'un Etat, l'Etat ouvrier, comme base du nouveau système représentatif, le système des conseils. L'Etat ouvrier, puisqu'il naît d'une configuration productive [Adieu Marx, bonjour Proudhon!], crée déjà les conditions de son développement, de sa dissolution comme Etat, de son incorporation organique dans un système mondial, l'Internationale communiste», etc.

(3) cf «*Programme du KAPD*» in «Ni parlement, ni syndicats: les Conseils ouvriers! Les communistes de gauche dans la révolution allemande (1918-1922)» Ed. Les nuits rouges, p. 94-108. Ne pouvant faire ici que quelques brèves allusions aux problèmes, nous renvoyons le lecteur au chapitre de la *Storia* (Histoire de la Gauche communiste) «*La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international*», P.C. n° 58.

(4) cf «*Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie*», «Il Soviet», IIIe année, n°1 (4/1/1920), Programme Communiste n°74, p. 66. «Il Soviet» était l'organe du

courant de la Gauche communiste qui se donnait comme objectif premier la fondation du parti communiste. Pour une critique approfondie des thèses de Gramsci et du courant ordnoviste, nous renvoyons le lecteur aux n° 71, 72 et 74 de «Programme Communiste».

(5) cf «*Pour la constitution...*», «Il Soviet» n° 7, P.C. n° 74, p. 79.

(6) cf «*Pour la constitution...*», «Il Soviet» n°4, P.C. n°74, p. 72.

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie»/ Bouquiniste, place d'Arménie / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcheur / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs. Samedi 8 janvier. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Paris: Pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion publique, écrire au journal.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 13h 30.

Vient de paraître en ré-édition

«LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE»

Au sommaire de la brochure

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- **Annexe:** Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

(Format A5; 92 pages; 3 €)

Les Fondements du communisme révolutionnaire

Suivi de «Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers»



3

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / Amérique latine: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 8. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 50 € / 100 FS / £ 30 / Amérique latine: US \$ 20 / USA et Cdn: US \$ 50. **«il comunista»**, le numéro: 1 € / 5 FS / £ 1. **Abonnement de soutien:** 6,5 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 13 € / 50 FS / £ 12. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**